

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MAI 1906.

Proposition de loi d'amnistie (¹).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (²), PAR M. VAN DER LINDEN.

MESSIEURS,

A l'occasion des fêtes commémoratives de l'Indépendance nationale, l'honorable M. Destree déposa, dans la séance de la Chambre du 30 juin 1903, une proposition de loi d'amnistie.

Cette proposition comprend trois parties :

La première est relative aux infractions militaires commises par les réfractaires, retardataires et déserteurs. Elle reproduit les dispositions de la loi du 31 décembre 1900, qui fut présentée par le Gouvernement et votée par les Chambres à l'occasion du mariage du Prince Albert.

La seconde est de caractère administratif. Elle est faite en faveur des agents des administrations publiques qui ont été punis pour des faits autres que des actes de malversation, et elle a pour objet de faire rayer ces punitions dans leurs dossiers.

La troisième vise certaines infractions de droit commun, et notamment :

tous crimes et délits politiques ;

les attaques contre la force obligatoire des lois, contre le Roi et la famille royale, contre les Chambres ;

la calomnie ou l'injure envers des fonctionnaires publics ou des corps constitués ;

(¹) Proposition de loi, n° 233 (session de 1904-1905).

(²) La Commission, présidée par M. NERINX, était composée de MM. DE JAER, DORÉ, MABILLE, MASSON, MECHELYNGK et VAN DER LINDEN.

la provocation publique à commettre des crimes ou des délits;
les atteintes à la liberté du travail;
la rébellion;
les outrages et les violences envers les ministres, les membres des Chambres législatives, les dépositaires de l'autorité ou de la force publique commis à l'occasion d'une grève ou de manifestations politiques;
enfin une série d'infractions graves commises par des militaires.

Cette proposition de loi a provoqué l'envoi de trois pétitions, dont l'une, du conseil communal de Schaerbeek, priait la Chambre de l'adopter; les deux autres, émanées de particuliers, demandent des mesures législatives ou réglementaires qui sortent du cadre de la loi proposée.

Une première réunion de la commission, fixée en juillet dernier, ne put avoir lieu.

Dans une seconde réunion, tenue le 5 décembre, la commission prit connaissance des pièces du dossier.

Un membre signala les applications trop rares, selon lui, que recevait la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation.

Suivant le désir exprimé par un autre membre et accueilli par la commission, le Rapporteur adressa à l'honorable Ministre de la Justice une demande de renseignements relative au nombre et à la nature des délits auxquels la proposition de loi, si elle était votée, était susceptible de s'appliquer.

M. le Ministre répondit dans les termes qui suivent :

Bruxelles, le 3 avril 1906.

*A Monsieur Van der Linden, Membre de la Chambre des Représentants,
à Bruxelles.*

« MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

» En réponse à votre lettre du 8 décembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître, d'après les renseignements recueillis par mon Département, qu'il n'y avait, dans le pays entier, à la fin du mois de juillet 1905, que douze individus détenus en exécution de condamnations prononcées du chef d'atteinte à la liberté du travail ou du chef de délits prévus par les articles 269 à 274, 275 à 282 du Code pénal et commis à l'occasion d'une grève. Six autres détenus de cette catégorie avaient bénéficié de l'arrêté collectif de grâce du 21 juillet 1905.

» Il n'y avait, à la même époque, dans les prisons, aucun individu condamné du chef des autres délits visés aux quatre premiers paragraphes de l'article 41 de la proposition de loi d'amnistie.

» Les chiffres ne se sont pas modifiés depuis.

» Veuillez agréer, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma considération très distinguée.

» *Le Ministre de la Justice,*

» J. VANDEN HEUVEL, »

Comme on le voit, si l'on excepte les infractions au Code pénal militaire dont la réponse de l'honorable Ministre ne s'occupe pas, le nombre des cas d'application de la proposition de loi est fort restreint. Ces cas sont relatifs à quelques-uns seulement des textes visés dans la proposition de loi; pour la plupart des dispositions auxquelles elle renvoie, elle restera sans application.

Il importe, d'autre part, de tenir compte de deux arrêtés royaux de grâce, insérés au *Moniteur* du 21 juillet 1903.

Le premier, contresigné par tous les Ministres, accorde une remise générale de toutes peines d'emprisonnement ne dépassant pas quinze jours, et d'amende ne dépassant pas 50 francs, prononcées par les cours et tribunaux, les conseils de discipline de la garde civique et les conseils de prud'hommes; et pareillement de toutes peines d'emprisonnement ne dépassant pas trois mois et d'amende ne dépassant pas 500 francs, prononcées contre des inculpés n'ayant pas encouru de condamnation antérieure.

Un second arrêté royal du même jour, pris sur la proposition de l'honorable Ministre de la Guerre, accorde des remises de peine aux condamnés militaires; savoir la remise des peines d'emprisonnement jusqu'à trois mois et des amendes jusqu'à 500 francs, ces taux étant portés au double pour ceux qui n'auraient encouru aucune condamnation antérieure. Il accorde de plus la remise de toutes les peines d'arrêt, et de notables réductions de peine aux correctionnaires.

Certes la grâce accordée par le Roi en vertu de ses pouvoirs constitutionnels n'a pas les effets de l'amnistie.

La première laisse subsister la condamnation, si elle en arrête les effets. La seconde met obstacle aux poursuites, si la condamnation n'est pas encore intervenue, et elle anéantit celle-ci dans le cas où elle a été prononcée.

Y a-t-il lieu, dans les circonstances actuelles, de décréter une loi d'amnistie?

La Commission a pensé qu'il importait avant tout de consulter les précédents.

Il y eut dans les premiers temps de notre histoire nationale deux lois d'amnistie. La première, du 19 octobre 1830, fut votée au moment même des troubles de la Révolution, ne s'appliquait qu'aux délits commis par des militaires et aux miliciens réfractaires. La seconde, datée du 27 juin 1840, abolit et interdit toutes poursuites pour délits politiques commis avant le 19 avril 1839.

C'était une mesure d'apaisement qui était le complément naturel des traités de 1834 et de 1839. Elle n'a certes aucune analogie avec le cas présent.

En 1836, les fêtes solennelles qui célébrèrent le premier quart de siècle d'existence de notre jeune nationalité ne furent accompagnées d'aucune loi d'amnistie en faveur de condamnés ou de délinquants.

La première loi de ce genre intervint le 31 mai 1866 à l'occasion de l'avènement au trône de notre Souverain actuel. Elle est faite exclusivement en faveur des militaires déserteurs et des miliciens réfractaires.

Nos recueils de lois et d'arrêtés royaux signalent ensuite des arrêtés royaux de grâce, en date du 1^{er} août 1872, à l'occasion de la naissance d'une

princesse royale; du 4 février 1875, à l'occasion du mariage de la princesse Louise avec le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg, et du 22 août 1878, ce dernier en faveur des condamnés militaires seulement.

Le souvenir du 50^e anniversaire de l'Indépendance nationale fut consacré par une loi d'amnistie du 16 août 1880, faite pour les réfractaires, retardataires et déserteurs, et un arrêté royal de grâce de ce même jour, accordant la remise des peines correctionnelles et de police jusqu'à trois mois de prison et 500 francs d'amende.

Le 21 juillet 1890, à l'occasion du 25^e anniversaire de l'inauguration de Léopold II, intervinrent pareillement une loi d'amnistie pour les réfractaires retardataires et déserteurs, et deux arrêtés royaux de grâce, l'un pour les condamnés militaires dont les peines allaient jusque trois mois ou 500 francs, l'autre pour les condamnés de droit commun dont les peines ne dépassaient pas le taux des peines de police.

Enfin, lors du mariage du prince Albert, les Chambres votèrent la loi d'amnistie du 31 décembre 1900, avec la même portée que les lois d'amnistie qui avaient été adoptées jusqu'alors.

Ainsi que le constatent les *Pandectes belges* (v^o *Amnistie*, n^o 64), « le » droit d'amnistie n'apparaît donc en Belgique que comme un complément » du droit de grâce et pour les délits militaires seulement, à l'occasion d'événements heureux pour le pays et la dynastie ».

Jamais, sauf dans les circonstances spéciales où se trouvait la Nation en 1839, alors que la réconciliation entre tous les citoyens était commandée par un traité de paix solennel, jamais notre législation n'a admis l'amnistie en matière politique.

Il n'y a non plus, pensons-nous, aucun exemple d'une mesure administrative spéciale, comme celle qui est formulée dans le chapitre II de la proposition de loi.

Au moment de la célébration de nos fêtes jubilaires, il importait certes que, suivant une tradition consacrée, les condamnés par des décisions de justice, les condamnés de toutes les catégories sans distinction entre elles fussent mis en situation de prendre leur part de l'allégresse commune.

C'est à quoi ont pourvu les deux arrêtés royaux du 21 juillet 1905.

Le premier, relatif aux condamnés par les tribunaux correctionnels et de police, va aussi loin que les arrêtés les plus favorables qui l'ont précédé. Le second, pris au profit des condamnés militaires, est plus favorable encore à ceux auxquels il s'applique, puisqu'il dépasse le taux des remises de peine accordées aux autres condamnés.

S'il est vrai que les délits qu'ils ont commis ne sont pas effacés par une loi, l'effet de la peine qu'ils auraient eu à subir a été arrêté par la grâce dont ils ont profité.

La Commission estime que cette satisfaction est suffisante.

Les réfractaires, retardataires et déserteurs ont bénéficié successivement des lois d'amnistie de 1880, 1890 et 1900.

Il y a des inconvénients à suspendre trop fréquemment en leur faveur le cours des lois.

Par les diverses considérations qui précèdent, la Commission a repoussé le principe de la proposition de loi. Il n'y avait pas lieu dès lors de procéder à la discussion des articles.

Le présent rapport a été adopté par tous les membres présents, sauf un, qui a déclaré s'abstenir parce qu'il aurait voulu voir accorder l'amnistie aux militaires visés par la première partie de la proposition de loi.

Le Rapporteur,
J. VAN DER LINDEN.

Le Président,
E. NERINCX.



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MEI 1906.

Wetsvoorstel tot algemeene kwijtschelding van straf ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DER LINDEN.

MIJNE HEEREN,

Naar aanleiding van de feesten tot het vieren onzer Nationale Onafhankelijkheid, heeft de achtbare heer Destrée in de Kamervergadering van 30 Juni 1905 een wetsvoorstel tot algemeene kwijtschelding van straf nedergelegd.

Dat voorstel bevat drie gedeelten :

Het eerste betreft de militaire overtredingen begaan door weerspannige dienstplichtigen, achterblijvende lotelingen en deserteurs. Het herneemt de bepalingen der wet van 31 December 1900 welke door de Regeering werd ingediend en door de Kamer aangenomen naar aanleiding van het huwelijk van Prins Albert van België.

Het tweede gedeelte is van administratieve aard en wordt gedaan ten voordeele van de agenten der openbare besturen die werden gestraft voor elk ander feit dan ambtsontrouw en het heeft ten doel deze straffen te schrappen uit de staten van inlichting.

Het derde bedoelt zekere overtredingen van gewoon recht, en namelijk :

Alle politieke wanbedrijven en misdaden ;

De aanvallen tegen de verbindende kracht der wetten, tegen den Koning en de Koninklijke familie, tegen de Kamers ;

Laster of belediging gericht tegen openbare ambtenaren of aangestelde lichamen ;

Openbare aanzetting tot het plegen van misdaden of wanbedrijven ;

⁽¹⁾ Wetsvoorstel, n^o 233 (zittingsjaar 1904-1905).

⁽²⁾ De Commissie was, onder voorzitterschap van den heer NERINCX, samengesteld uit de heeren DE JAER, DOHET, MABILLE, MASSON, MECHELYNCK en VAN DER LINDEN.

Aanslagen tegen de vrijheid van arbeid;

Opstand;

Smaad en gewelddadigheden jegens de Ministers, de leden der Wetgevende Kamers, de bezitters van openbaar gezag of openbare macht, begaan naar aanleiding van werkstaking of openbare betoogingen;

verder eene reeks zwaarwichtige misdrijven door militairen begaan.

Ten gevolge van dat wetsvoorstel werden drie verzoekschriften ingediend : het eerste, uitgaande van den gemeenteraad van Schaarbeek, verzocht de Kamer het goed te keuren; de andere twee uitgaande van bijzondere personen, vragen wetgevende maatregelen of verordeningen die buiten de voorgestelde wet vallen.

De Commissie moest hare eerste vergadering houden in Juli laatstleden, doch dat kon niet.

Op hare tweede vergadering, den 5ⁿ December, nam de Commissie inzage van de geleverde stukken.

Een lid wees op de, volgens hem, al te schaarsche toepassingen van de wet van 25 April 1896 op de rehabilitatie of herstel in eer en rechten. Gevolg gevende aan den wensch door een ander lid uitgedrukt en met welken de Commissie zich vereenigde, richtte de verslaggever tot den achtbaren Minister van Justitie een verzoek om inlichtingen betreffende het getal en den aard der misdrijven waarop het wetsvoorstel — indien het werd aangenomen — toepasselijk zou kunnen wezen.

Het antwoord van den heer Minister luidde :

Brussel, 5 April 1906.

*Den heer Van der Linden, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel.*

« MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

» In antwoord op uwven brief van 8 December laatstleden, heb ik de eer te uwer kennis te brengen dat, volgens de inlichtingen door mijn Departement genomen, er, op het einde van Juli 1905, in het gansche land slechts twaalf personen waren opgesloten ten gevolge van veroordeelingen uitgesproken wegens inbreuk op de vrijheid van arbeid of wegens wanbedrijven voorzien bij de artikelen 269 tot 274, 275 tot 282 van het Strafwetboek en bedreven naar aanleiding van werkstaking. Drie andere opgeslotenen van dat soort waren gevallen onder toepassing van het gezamenlijk genadebesluit van 21 Juli 1905.

» Op hetzelfde oogenblik bevond er zich in de gevangenissen geen enkel persoon veroordeeld wegens de andere misdrijven bedoeld in de eerste vier paragrafen van artikel 11 van het wetsvoorstel tot amnestie.

» Sindsdien zijn die cijfers dezelfde gebleven.

» Gelief, Mijnheer de Verslaggever, de verzekering van al mijne hoogachting te aanvaarden.

» *De Minister van Justitie,*

» J. VANDEN HEUVEL. »

Men ziet het : met uitzondering van de misdrijven tegen het militaire strafwetboek waarvan het antwoord des achtbaren Ministers geen gewag maakt, is het getal gevallen voor de toepassing van het wetsvoorstel zeer gering. Die gevallen betreffen enkel eenige der teksten bedoeld in het wetsvoorstel; voor het meerendeel der bepalingen naar welke het verwijst, zal het zonder toepassing blijven.

Er dient, anderzijds, rekening te worden gehouden met twee koninklijke besluiten van genade, afgekondigd in het *Staatsblad* van 21 Juli 1905.

Het eerste, door al de Ministers onderteekend, verleent algeheele kwijtschelding van alle gevangenisstraffen, niet meer dan vijftien dagen bedragende, en van alle geldstraffen niet meer dan 50 frank bedragende, welke werden uitgesproken door de hoven en rechtbanken, de tuchtraden der burgerwacht en de werkrechtshraden; alsook van alle gevangenisstraffen niet meer dan drie maanden bedragende, en van alle geldstraffen niet meer dan 500 frank bedragende, welke werden uitgesproken tegen beklaagden die vroeger niet veroordeeld werden.

Een tweede koninklijk besluit van denzelfden dag, uitgevaardigd op voorstel van den achtbaren Minister van Oorlog, verleent kwijtschelding van straf aan de veroordeelde militairen, namelijk kwijtschelding van elke straf tot gevangenzitting de drie maanden niet te boven gaande, van elke boete de vijf honderd frank niet te boven gaande en van het dubbel dier straffen voor hen die vroeger geen veroordeeling hoegenaamd ondergingen. Het verleent daarenboven kwijtschelding van elke straf van arrest en merkelijke verminderingen van straf aan de ingelijfden bij eene boetcompagnie.

Wel is waar heeft de genade, door den Koning geschonken uit krachte van zijne grondwettelijke macht, niet de gevolgen der amnestie.

Genade laat de veroordeeling bestaan, alhoewel ze de gevolgen ervan schorst. Amnestie belet de vervolgingen indien de veroordeeling nog niet is uitgesproken, en vernietigt de veroordeeling indien ze reeds bestaat.

Dient er in de huidige omstandigheden eene amnestiewet te worden uitgevaardigd?

De Commissie achtte dat er vooral dient gelet op hetgeen onder vroegere omstandigheden gebeurde.

In de eerste tijden van ons nationaal bestaan, zijn er twee amnestiewetten geweest. De eerste, gedagteekend 19 October 1830, werd aangenomen op 't oogenblik zelf der onlusten ontstaan uit de Omwenteling, en betrof enkel de misdrijven gepleegd door militairen en wederspannige miliciens. De tweede, onder dagteekening van 27 Juni 1840, vernietigt en verbiedt elke vervolging wegens politieke misdrijven gepleegd vóór 19 April 1839.

Het was een maatregel tot bedaring, die het natuurlijk gevolg was van de verdragen van 1831 en van 1839. Het was voorwaar een geheel ander geval dan het tegenwoordige.

In 1856 gingen de plechtige feesten tot viering van de eerste vijf-entwintig jaren van ons onafhankelijk bestaan niet gepaard met eenige wet tot volle kwijtschelding van straf ten voordeele van veroordeelden of wetsovertreders.

De eerste wet van dien aard was die van 31 Mei 1866 ter gelegenheid van

de troonsbeklimming van onzen tegenwoordigen Koning. Zij werd uitsluitend uitgevaardigd ten voordeele van de deserteurs en van de weerspannige miliciens.

Onze verzamelingen van wetten en koninklijke besluiten bevatten verder koninklijke besluiten van genade, onder dagteekening van 1 Augustus 1872, ter gelegenheid van de geboorte eener koninklijke prinses; van 4 Februari 1875 ter gelegenheid van het huwelijk van prinses Louisa met Ferdinand van Saxe Coburg, en van 22 Augustus 1878, dit laatste enkel ten voordeele van de veroordeelde militairen.

Het vieren van de 50^e verjaring van 's Lands Onafhankelijkheid werd bekrachtigd door eene amnestiewet van 16 Augustus 1880, uitgevaardigd voor de weerspannige dienstplichtigen, de achterblijvende lotelingen en de deserteurs, en een koninklijk besluit van genade van dien zelfden dag, kwijtschelding verleende van de politiestraffen en van de boetstraffelijke straffen tot drie maanden gevangenzitting en 500 frank boete.

Op 21 Juli 1890, naar aanleiding van de 25^e verjaring der troonsbeklimming van Leopold II, werden insgelijks uitgevaardigd eene amnestiewet voor de weerspannige dienstplichtigen, de achterblijvende lotelingen en de deserteurs, en twee koninklijke besluiten van genade, waarvan één ten voordeele van de veroordeelde militairen voor straffen gaande tot drie maanden of 500 frank, en het ander voor de veroordeelden wegens gewone misdrijven, wier straffen de politiestraffen niet overtroffen.

Eindelijk, bij het huwelijk van prins Albert, stemden de Kamers de amnestiewet van 31 December 1900, voor dezelfde straffen als die bedoeld in de vroeger aangenomen amnestiewetten.

Zooals wordt vastgesteld in de *Pandectes belges* (zie *Amnestie*, n^o 64) « schijnt het amnestierecht in België enkel eene aanvulling te zijn van het genaderecht en slechts voor de militaire misdrijven, en wel naar aanleiding van gelukkige gebeurtenissen voor het land en het Vorstenhuis ».

Nooit, tenzij in de uitzonderlijke omstandigheden waaronder het Land verkeerde in 1839, toen de verzoening tusschen alle burgers was bevolen door een plechtig vredesverdrag, nooit heeft onze wetgeving de amnestie aangenomen voor politieke misdrijven.

Er bestaat, ons dunkt, ook geen enkel voorbeeld van een bijzonderen bestuursmaatregel als die bepaald in het hoofdstuk II van het wetsvoorstel.

Op 't oogenblik van het vieren onzer Jubelfeesten, behoorde het voorwaar dat, volgens eene gestadige overlevering, de gerechtelijk veroordeelden, de veroordeelden van alle soorten zonder eenig onderscheid, in staat werden gesteld deel te nemen in de algemeene vreugde.

Daarin werd voorzien door de twee koninklijke besluiten van den 21 Juli 1903.

Het eerste, betreffende de door de boetstraffelijke en door de politie rechtbanken veroordeelden, gaat zoo verre als de meest genadige vroegere besluiten. Het tweede, uitgevaardigd ten gunste van de veroordeelde militairen, is nog voordeelijker voor hen op wie het toepasselijk is, vermits het voor hen kwijtschelding verleent van zwaarder straffen dan voor de andere veroordeelden.

Zijn, wel is waar, de misdrijven welke zij pleegden niet uitgewischt door

eene wet, de gevolgen van de straf welke zij te onderstaan hadden werden geschorst door de hun geschonken genade.

De Commissie acht dat die voldoening toereikend is.

De weerspannige dienstplichtigen, de achterblijvende lotelingen en de deserteurs werden achtereenvolgens begunstigd door de amnestiewetten van 1880, 1890 en 1900.

Het levert bezwaren op, de toepassing van de wetten te dikwijls te hunnen voordeele te schorsen.

Om al die beschouwingen heeft de Commissie het beginsel van het wetsvoorstel afgewezen. 't Was derhalve nutteloos over te gaan tot het onderzoek van de artikelen.

Dit verslag werd goedgekeurd door de aanwezige leden, behalve één, die verklaarde dat hij zich onthield omdat hij gaarne amnestie had willen verleen en aan de militairen bedoeld in het eerste gedeelte van het wetsvoorstel.

De Verslaggever,
J. VAN DER LINDEN.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

